



L'OIP demande à la PFUE de défendre les intérêts des Européens

Paris, le 3 février 2022 – L'Open Internet Project (OIP) a pris connaissance avec grand étonnement et inquiétude du programme provisoire du séminaire intitulé "[Construire la souveraineté numérique de l'Europe](#)", organisé par la Présidence Française du Conseil de l'Union européenne les 7 et 8 février prochains.. Alors que les entreprises numériques européennes proposent de véritables technologies souveraines et appellent de leurs vœux d'être mises en avant, défendues et promues, l'OIP découvre avec stupéfaction la surreprésentation de lobbyistes d'entreprises américaines à une conférence consacrée à la « *construction de la souveraineté technologique de l'Europe à travers le développement de champions européens* ».

« *Les représentants d'intérêts américains sont-ils les mieux placés pour développer et présenter ce que devrait être une souveraineté européenne ?* », s'interroge Léonidas Kalogeropoulos, Délégué Général de l'OIP.

En tant qu'association européenne d'organisations et d'industriels européens du numérique, l'OIP rappelle que la souveraineté numérique ne peut pas se construire par l'importation de technologies et de services qui rendent notre économie et notre administration anormalement dépendantes d'acteurs extra-européens. L'OIP rappelle également que même s'il est important, le seul respect des valeurs européennes par les entreprises américaines ou asiatiques ne saurait en aucun cas constituer un critère de souveraineté. Enfin, elle rappelle que les abus de position dominante dont ces entreprises non-européennes sont coutumières, qui ne sont que bien trop légèrement et tardivement sanctionnées, expliquent en grande partie le manque apparent d'acteurs européens en capacité de rivaliser dans la compétition internationale.

L'OIP appelle donc le Conseil de l'Union européenne et sa présidence à développer une vision plus ambitieuse, plus européenne et active de la construction d'une véritable souveraineté numérique, et à la construire avec les Européens plutôt que contre eux. Elle espère que le programme définitif de ce séminaire en sera le reflet.

Contact :

Léonidas Kalogeropoulos, Délégué Général : l.k@mediation-arguments.com – 06 07 31 51 26
Anaïs Strauss, Chargée de mission : anaïs.strauss@mediation-arguments.com – 07 57 50 30 10